



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

## Zimbabwe

Question écrite n° 71862

### Texte de la question

M. André Aschieri appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur, selon toute apparence et d'après le dernier rapport d'Amnesty International, une campagne d'intimidation systématique dirigée contre les personnes critiquant les autorités au Zimbabwe. Le rapport indique que les enlèvements, les exécutions sommaires, les tortures et les mauvais traitements sont le lot des opposants. Il aimerait connaître les moyens mis en oeuvre par la France pour que les dirigeants de l'opposition qui ont été la cible de menaces soient mieux protégés dans leur pays.

### Texte de la réponse

A l'approche des élections présidentielles des 9 et 10 mars, la situation générale au Zimbabwe est marquée par une dérive politique et économique. Au sein de l'Union européenne, la France s'est associée à l'expression des fortes préoccupations européennes face à ce climat de tension politique. Lors du Conseil des affaires générales de 29 octobre 2001, l'Union européenne a ainsi décidé l'ouverture de consultations au titre de l'article 96 de l'accord de Cotonou pour engager un dialogue approfondi avec Harare en vue de remédier à cette situation. Face aux engagements insuffisants de Harare en matière de respect des droits de l'homme, d'accès aux médias et d'observation électorale, l'Union européenne a décidé le 28 janvier de clore ces consultations engagées le 11 janvier et de mettre en oeuvre des sanctions ciblées si certains critères n'étaient pas remplis. Elle a en outre exprimé sa profonde préoccupation devant l'augmentation de la violence, les tentatives d'intimidation à l'encontre des opposants politiques et le harcèlement de la presse indépendante. La France prend toute sa place dans cette action de l'Union européenne qui a pour objet d'encourager le Zimbabwe par tous les moyens à sa disposition de respecter les droits de l'homme.

### Données clés

**Auteur :** [M. André Aschieri](#)

**Circonscription :** Alpes-Maritimes (9<sup>e</sup> circonscription) - Radical, Citoyen et Vert

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 71862

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** affaires étrangères

**Ministère attributaire :** affaires étrangères

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 21 janvier 2002, page 224

**Réponse publiée le :** 4 mars 2002, page 1234